



YouTube



Dimanche

3 mars 2024

16 pages

No. 612

Gratuit



Ruisseau du pouce

Les marchands demandent à être traités sur le même pied d'égalité que KFC et Rogers

Agaléga

« Pas la moindre considération pour nous », déplorent les habitants



Port-Louis Waterfront

La statue grandeur nature de SAJ coûtera Rs 13,5 millions

Menacée par le PPS Kenny Dhunno

Nathalie Gopee : « Mo per pou mo sorti ! »



Incidents à La Citadelle

Le dossier au bureau du DPP



L'organisateur Nasseer Dobir

Umrah : Arnaque par le groupe Al Muazza

Les victimes veulent que le présumé escroc soit arrêté au plus vite

- Plusieurs familles n'ont pu accomplir l'Umrah en dépit des paiements déjà effectués

Al Mu'Azza Travel and Tours			
Pailles - Tel: 5 846 8206 Email: muazza990@gmail.com			
Bank transfer		Cash / Credit Sales	
Name: _____	Date: 20/12/2023		
Address: _____			
		No. 0419	
QTY	DESCRIPTION	U/Price	Amount
	Deposit Umrah		100,000
	February		
	Voco package		
	2 person		
Total			100,000

Man. City vs Man. Utd



Le Derby de Manchester de retour avec une vengeance

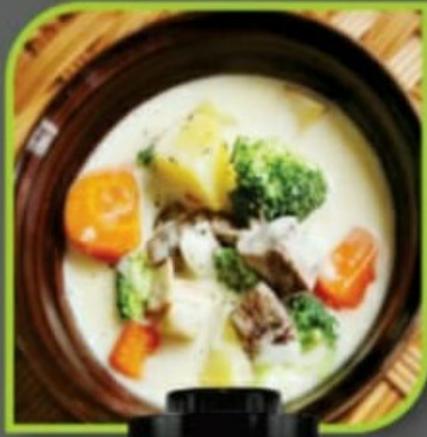
Téléchargez

vosre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



BioloMix



New Generation Cooking,
Hot & Cold Functions,
Stewing, Braising,
Steaming, Blending
Dry & Wet Grinding,
Smoothie, Porridge,
Hot Soup, Ice Crushing
and many more.

300°C

Resistance to cold
and heat shock

**Five Layers
Composite Cup**

**Health
Thickened
Borosilicate
Glass**



1250ML
Hot Drink



1500ML
Cold Drink

- 1 Trace element layer
- 2 Antioxidant ion layer
- 3 Nanoglobulin layer
- 4 Water molecule activated layer
- 5 Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488



Quatre mois après les incidents survenus lors d'un concert à La Citadelle, soit le samedi 22 octobre, le dossier a été transmis au bureau du Directeur des Poursuites Publiques (DPP) pour avis. Au total, 35 suspects ont été arrêtés depuis le début de cette enquête. La majorité répond d'une accusation provisoire de 'Damaging Property by Band' et d' 'Illegal Assembly'.

Depuis novembre dernier, les suspects ont pu retrouver la liberté conditionnelle et une bonne partie clame leur innocence. Ils affirment qu'ils n'étaient pas présents à La Citadelle le soir de l'incident. Parmi eux, se trouve le prêcheur Belal Madarbux. Cet homme d'une cinquantaine d'années avait été arrêté pour sa participation présumée aux incidents. Deux policiers qui se trouvaient sur place avaient même affirmé l'y avoir vu et Belal Madarbux aurait même donné des instructions pour saccager les lieux.

Face aux hommes du surintendant Heman Dass Ghoorah de la 'Major

Crime Investigation Team' (MCIT) Sud, Belal Madarbux a clamé son innocence et a même donné le nom d'une personne avec qui il se trouvait lors de cette fameuse soirée. Cette personne n'est nulle autre que le respectueux travailleur social, Ali Jokhun. Le jour même, les enquêteurs ont convoqué ce dernier aux Casernes centrales. Et avec détails, il a expliqué que ce jour-là, ils étaient tous les deux à la rue ex-Desforges, après avoir pris une tasse de thé à l'hôtel Pakistan. Malgré cet alibi solide, il a été arrêté et placé en cellule policière pour une semaine.

Mardi dernier, les 35 suspects se sont une nouvelle fois présentés devant le tribunal de Port-Louis et l'affaire a été

renvoyée en mai prochain. Les hommes de loi des suspects dans cette affaire pensent qu'il est fort probable que l'accusation provisoire soit logée avant mai. Mais cela dépendra de la décision du DPP. Selon nos informations, les hommes de loi des suspects ont déjà préparé une stratégie de défense, mais tout dépendra de l'accusation formelle que le DPP compte loger contre les suspects dans cette présente affaire.

Jusqu'ici, pas moins d'une cinquantaine de personnes ont été entendues dans cette affaire, parmi lesquelles l'ancien conseiller en matière de communication du vice-Premier ministre Anwar Husnoo, Jameer Yeadally. Ce dernier a, par la suite, démissionné de son poste

après son interrogatoire par la MCIT. Jameer Yeadally avait, dans sa déposition, affirmé qu'il avait obtenu des informations sur des possibles incidents à La Citadelle dans la soirée du 22 octobre dernier, et qu'il s'était rendu sur place, tout en informant des hauts gradés de la police afin que ceux-ci puissent prendre des dispositions. Il avait balancé les noms du 'Deputy

Commissioner of Police' (DCP) Krishna Jhurgoo et de l'Assistant Commissaire de Police (ACP) Mohunlall Madhow comme étant ceux qui avaient été informés au préalable. Depuis janvier dernier, l'ACP Madhow a été muté à Rodrigues, où il assume le poste de 'Chief of Police' (COP) dans l'île. Mais une question reste sans réponse jusqu'ici dans ce dossier. Y a-t-il eu une enquête interne au niveau de la police pour situer les responsabilités ? Les hauts gradés en question ont-ils été interrogés dans cette affaire ? Difficile de le savoir jusqu'ici. Le jour de l'incident, deux véhicules de la 'Special Supporting Unit' (SSU) étaient à La Citadelle et avaient, par la suite, été déplacés.

Ruisseau du pouce

Les marchands demandent à être traités sur le même pied d'égalité que KFC et Rogers

Une mise en demeure a été adressée à la municipalité de Port-Louis et au Commissaire de police par l'intermédiaire des avocats Pazhany Rangasamy et Nabil Kaufid, représentant les marchands du Ruisseau du Pouce. Ces derniers affirment que les autorités commettent un outrage à la cour et causent des préjudices aux marchands qui opèrent légalement. Ils demandent ainsi le respect du 'stay of execution' émis par la cour.

Pour l'heure, les marchands continueront de travailler sur les lieux et leurs structures ne seront pas détruites. Cependant, ils expriment leur insatisfaction et dénoncent les méthodes du gouvernement qui ressemblent à une dictature et à du harcèlement. Ils affirment qu'ils ne peuvent pas être forcés d'aller au Victoria Urban Terminal (VUT). Une fois de plus, ils dénoncent le fait que les étals ont été construits avec leurs propres fonds et qu'ils ont investi beaucoup d'argent, et donc la municipalité ne peut pas les évacuer sans avertissement. « Nous payons une mensualité à la municipalité à la fin de chaque mois », ajoutent-ils.

« Nous avons obtenu une injonction contre la mairie, interdisant la démolition de nos

étals tant que l'affaire n'est pas entendue. Il est incompréhensible que la mairie ignore une injonction de la cour. Si les autorités ne respectent pas la décision de la cour, comment peuvent-elles respecter la décision des marchands ? », se demandent Pazhany Rangasamy et Nabil Kaufid.

Les marchands disent ne pas être les seuls qui doivent évacuer les lieux suivant le rapport du Fact Finding Committee présidé par l'ex-juge Bushan Domah en 2008. Ce rapport précise en effet que les bâtiments abritant Rogers et KFC doivent également être déplacés. Or, à ce jour, aucune action n'aurait été prise par la mairie de Port-Louis contre Rogers et KFC. « Kifer zis nous ? » se demandent-ils. Ils demandent ainsi à être traités sur un même pied d'égalité avec ces compagnies. Vendredi, les marchands se sont rendus à la municipalité pour rencontrer le maire mais en vain.

Les marchands contestent la décision de leur relogement au VUT, et soulignent que travailler dans un environnement stressant et anxigène est devenu la norme pour eux. Ils se sentent dépassés. Pour l'instant, ils attendent les décisions qui seront prises le 17 juin prochain.

Le député Ranjiv Wochit se dit victime d'un complot

Il peut désormais pousser un ouf de soulagement. Le député travailliste du no.5, Ranjiv Wochit, a été autorisé à rentrer chez lui après un interrogatoire 'under warning' par la CID de Pamplemousses samedi dernier. C'est grâce à des images de caméras de surveillance qu'il a pu prouver son innocence après qu'un dénommé Satish Maghoo l'eut accusé de lui avoir proféré des menaces en ces termes : « Mo pou b. toi kout bal ».

Or, le député rouge se trouvait à son bureau au moment où il était accusé d'avoir balancé ces menaces à l'extérieur. D'ailleurs, une fouille effectuée chez lui pour déterminer s'il possède une arme à feu n'a rien donné. Au final donc, aucune accusation n'a pu être retenue contre lui.

Ranjiv Wochit déplore cependant le rôle de la MBC, non seulement dans cette affaire, mais aussi dans l'accident survenu à Roche-Bois samedi dernier. Elle a voulu faire croire que c'est la compagnie que dirige son frère, Vikash, soit 'Eastern Mix' qui était concernée par cet accident. Or, la compagnie, précise-t-il, était passé par un courtier pour le transport d'une pompe à béton.

Le PMSD dément des « Fake News »

Le PMSD dément les « fake news » qui circulent sur les réseaux sociaux. Celles-ci font état d'une prétendue proximité et même une éventuelle alliance entre le PMSD et le gouvernement MSM. En l'absence de son leader du pays en ce moment, le député et chief whip de l'opposition, Patrice Armance, y a mis un frein en apportant un démenti catégorique. « Le leader de l'Opposition et du PMSD, Xavier Luc Duval, est actuellement auprès de sa maman qui a rencontré des soucis de santé. Il sera de retour au pays le 10 mars, juste avant la fête de l'indépendance », soutient le porte-parole du PMSD.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Agalega : La convoitise

Une base militaire à Agalega ? Niet ! L'opposition n'en a pas vu. Ni la presse d'ailleurs. De quoi ajouter de l'eau au moulin du gouvernement. En donnant l'impression qu'il a joué la carte de la transparence, il a voulu renverser la vapeur et faire croire qu'il n'a rien à cacher sur le dossier Agalega. Mais devrions-nous être rassurés pour autant ? Certainement pas. La base militaire n'est peut-être pas visible. Pour l'instant. Mais pour combien de temps encore ? Les infrastructures sont bien trop immenses et imposantes pour croire qu'il n'y a pas anguille sous roche. La nouvelle piste d'atterrissage s'étend sur 3 km pour une île qui ne fait que 12.5 km au nord et 7 km au sud. Serait-ce uniquement pour faciliter les 300 Agaléens qui n'ont même pas un service de santé et d'éducation digne de ce nom ? Serait-ce uniquement pour accueillir l'ATR d'Air Mauritius ? Même les plus crédules auront du mal à y croire.

Bien plus que les paroles de Pravind Jugnauth, la population a tendance à accorder plus de crédibilité à la presse internationale. Le journal indien, *The Economic Times*, écrivait ceci le vendredi 1^{er} mars : « *India plans a military base in Agalega Islands to monitor and counterbalance China's growing presence in the Indian Ocean region* ». Et d'ajouter : « *The jetty will facilitate operation of India's fleet of Boeing P-8I maritime surveillance planes, which can conduct anti-submarine and anti-surface warfare, and intelligence, surveillance and reconnaissance missions* ». La piste d'atterrissage d'Agalega se prépare-t-elle à accueillir un Boeing P-8I une fois que la délégation officielle aura tourné le dos pour rentrer à Maurice ? Ce ne serait pas surprenant. D'ailleurs, le Premier ministre a bien confirmé au Parlement que la surveillance maritime ne pourrait être faite que par des avions spécialisés et équipés. Quoi de mieux que le Boeing P-8I dont l'Inde, qui a financé les infrastructures agaléennes, a fait plusieurs acquisitions. Mais s'agira-t-il de surveillance maritime uniquement ?

The Economics Times n'a pas été le seul à faire état d'une éventuelle visite du Boeing P-8I. Jeudi, *BNN Bloomberg* affirmait également que « *the new facilities in Mauritius are advantageous for India. Warships deployed by the South Asian nation can refuel from Agalega. Big aircraft — including the P8i, India's fleet of US-made long range maritime surveillance aircraft — can also land on a new three-kilometer-long airstrip* ». Warships ? Ne serait-ce que l'idée d'accueillir des bateaux de guerre dans la région suffit pour hanter les esprits des Mauriciens qui sont généralement épris de paix. Ils redoutent, avec raison, de se voir au centre de stratégies militaires, ou même de voir leur pays servir les intérêts géopolitiques des Indiens alors que nous avons tout à gagner à maintenir nos relations privilégiées et avec l'Inde et avec la Chine.

La seule façon pour le gouvernement mauricien de rassurer nos compatriotes serait bien sûr de rendre public l'accord signé avec l'Inde. Mais Pravind Jugnauth refuse, arguant que l'Inde y a opposé un refus catégorique. Un jour ou l'autre toutefois, la vérité finira bien par éclater. Par un moyen ou un autre.



Port-Louis Waterfront



La statue grandeur nature de SAJ coûtera Rs 13,5 millions

La statue grandeur nature de sir Anerood Jugnauth commence à sortir de terre. Elle devra occuper une place de choix au Port-Louis Waterfront, à côté de sir Seewoosagar Ramgoolam. Sauf que la statue de SAJ sera légèrement plus grande que celle du Père de la Nation. Soit par 30 cm pour être plus exact. C'est du moins l'information que nous avons pu recueillir selon certaines sources. Cette statue coûtera Rs 13,5 millions au ministère des Arts et de la culture qui l'a commandité. La statue devra être faite essentiellement en cuivre afin de résister aux intempéries.

Menacée par le PPS Kenny Dhunoo

Nathalie Gopee : « Mo per pou mo sorti ! »

En dépit de la récente célébration par le gouvernement de la Journée internationale de la femme avec faste il y a quelques jours, une conseillère aurait été victime de menaces et d'intimidations de la part du député et PPS Kenny Dhunoo peu de temps après l'événement. La question qui se pose est de savoir si c'est ainsi que nous envisageons de valoriser les femmes dans notre société : en les intimidant.

Nathalie Gopee, conseillère municipale de Curepipe, a déposé une plainte contre le député et PPS du MSM Kenny Dhunoo le jeudi 29 février dernier. Lors d'une conférence de presse, elle a confirmé qu'alors qu'elle était en train d'accomplir ses fonctions et s'apprêter à travailler, le parlementaire lui aurait proféré des menaces. Selon ses dires, après avoir fait une déclaration concernant un problème à la mairie de Curepipe, ce dernier se serait senti offensé et l'aurait qualifiée d'incompétente. Lorsqu'elle lui aurait demandé à qui il faisait référence en disant «incompétent», Kenny Dhunoo l'aurait pointé du doigt en affirmant : « *To ene incompétent. To koner kisanla moi ? To pou koner ki appel moi* », explique-t-elle.

Nathalie Gopee affirme avoir été humiliée et menacée par le PPS Dhunoo. Elle a engagé les services de Me Jacques Panglose et de Me Adrien Duval. Elle se dit choquée par les propos et le comportement de Kenny Dhunoo, qui l'a non seulement menacée, mais aussi humiliée devant d'autres membres du personnel de la mairie de



Curepipe. « *Mo peur pou mo sorti. Avec so ban menaces mo gagne vraiment peur* », dit-elle

L'avocat Jacques Panglose soulève la question de savoir si un individu, en tant que député et parlementaire, a le droit d'agir de cette manière. « *De quelle autorité dispose-t-il pour donner des ordres alors que la conseillère était en plein exercice de ses fonctions. Il est choquant de constater ce qui s'est passé et dans quelle société nous vivons* », déclare-t-il.

De son côté, Adrien Duval soutient que lorsqu'une conseillère est en train de faire son travail, elle ne devrait pas être soumise à des insultes et à des actes de dénigrement de la part de quelqu'un qui n'a pas le droit d'intervenir dans les affaires de la municipalité de Curepipe, qui n'est ni conseiller municipal de la ville ni ministre des Collectivités locales. Il se demande donc par quel droit ce dernier a agi ainsi et est intervenu de manière autoritaire envers une conseillère du PMSD. « *Li inacceptable nous pas kapav laisse sa passé* », lance-t-il.

Il est important de rappeler que ce n'est pas la première fois que ce parlementaire agit de la sorte. Outre d'être à l'origine de la suspension de la journaliste Manisha Jooty de la MBC, il avait aussi violemment agressé un infirmier de la clinique Wellkin en juillet 2022 alors qu'il était en compagnie de son épouse. Certains politiciens avaient réclamé sa démission, mais le gouvernement n'avait pas réagi à cette demande. Au contraire, il a été promu, ayant été nommé PPS.



UP

Le football mauricien pleure la disparition de Serge Moorjee, ancien joueur et entraîneur légendaire décédé à 71 ans des suites d'une longue maladie. Pilier de Mahébourg United, il a marqué le sport mauricien de son empreinte, tant sur le terrain qu'en tant qu'entraîneur au Cercle de Joachim et à Curepipe Starlight. Sa passion et son dévouement ont influencé des générations de joueurs, laissant derrière lui un héritage inestimable. Serge Moorjee restera à jamais une figure emblématique du football mauricien.



A ÉTÉ DIT



« En ce qui concerne les bâtiments de Rogers, de KFC et d'Air Mauritius, il est impératif de se tourner vers le rapport du Fact-Finding Committee présidé par l'ex-juge Bhushan Domah en 2008. Dans son rapport, ce dernier avait également recommandé la démolition des parkings d'Air Mauritius et de Rogers qui se trouvent aussi sur le Ruisseau du Pouce, et du KFC de la Chaussée, qui a été construit sur un autre ruisseau. Donc, le cri du cœur des marchands est que tout le monde soit traité avec égalité et que nul n'est au-dessus de la loi. »

Me Nabiil Kaufid
L'Express
2 mars 2024

QUI S'EN SOUCIE ?

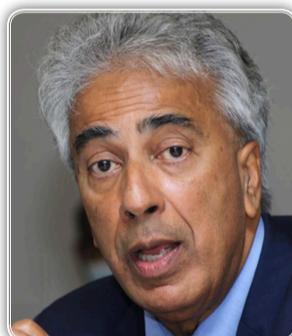


A Pamplemousses, un habitant dénonce la façon de faire de la 'Central Water Authority' (CWA). En effet, depuis décembre dernier, un trou a été creusé, mais aucun travail n'a été entrepris pour le combler malgré des plaintes. Il demande par conséquent que les travaux soient réalisés au plus vite. Avis aux autorités !

C'EST ÉCRIT

« Dans une situation de tension dans un pays au tissu social fragile, un ministre de la République n'a pas le droit de fragiliser l'écosystème de la société. Or, il a tenu des propos provocants, qui ont été repris par la MBC. Bobby Hurreeram doit présenter des excuses à la population. »

Arvin Boolell
Le Mauricien
29 février 2024



DOWN



Lors de la célébration de la Journée internationale de la Femme, le Premier ministre Pravin Jugnauth a focalisé son discours sur des attaques personnelles contre Navin Ramgoolam, leader du Parti travailliste. En accusant Ramgoolam de favoritisme et en faisant allusion à ses relations passées, Jugnauth a détourné l'attention de l'objectif principal de la journée, s'apant ainsi son importance et l'occasion de promouvoir les droits des femmes.



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute
confidentialité et seront publiées dans
le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Agaléga

Inauguration des infrastructures à Agaléga

« Pas la moindre considération pour nous », déplorent les habitants

Le jeudi 29 février, le Premier ministre a procédé à l'inauguration des nouvelles infrastructures à Agaléga, à savoir la piste d'atterrissage et la nouvelle jetée. Le coût de ce projet est estimé à Rs 8.8 milliards, avec le soutien du gouvernement indien de Narendra Modi. Selon le PM, le but de ce projet est d'améliorer en priorité la vie des habitants de cette île, en misant principalement sur les activités économiques. Ces développements aideront également Maurice dans plusieurs domaines, tels que la lutte contre le trafic humain et la protection de notre zone marine, selon Pravind Jugnauth.

Les habitants d'Agaléga ont exprimé leurs craintes et leurs appréhensions suite à l'inauguration de cette piste d'atterrissage, soulignant les manquements auxquels ils sont confrontés. « Pravind Jugnauth presque 10 ans fin au pouvoir mais li pan faire narien pour ban Agaléens », expliquent-ils. « Il n'a pas eu la moindre considération pour la façon dont nous menons notre vie sur cette île. Mis à part le développement, d'autres préoccupations doivent être prises en compte », ajoutent-ils. « Nous accueillir sa développement la avec ene lecoeur lourd », déclare pour sa part Franco Poulay, résidant de Agaléga et porte-parole des Agaléens. Il soutient que cette initiative de la part du

gouvernement ne leur est pas favorable, car rien n'est fait dans leur intérêt.

Manque d'enseignants dans les établissements

Il y a un manque d'enseignants dans les établissements scolaires à Agaléga. Alors que le gouvernement affirme vouloir mettre l'accent sur l'éducation, les Agaléens semblent être négligés à cet égard. « Personne ne sait ce que l'avenir réserve à nos enfants », s'insurge Franco Poulay. « C'est une scène désolante de voir une telle situation alors que le monde évolue à grande vitesse. Nos enfants ont du potentiel, mais ils doivent recevoir une éducation adéquate. Les problèmes concernant l'éducation doivent être revus au plus vite car cela concerne l'avenir de nos enfants et on ne peut pas rester insensible face à une telle situation. En ce qui concerne les établissements scolaires, il n'y a pas de terrain de football pour que les élèves du Medco Collège puissent pratiquer leur sport pendant les récréations », ajoute-t-il. Une élève de ce collège a déclaré qu'elle souhaite avoir plus

d'enseignants pour pouvoir étudier d'autres matières. Elle déplore qu'un enseignant doive traiter 4 à 5 sujets en une journée, ce qui est inacceptable pour eux.

Franco Poulay explique que les habitants ne sont pas contre le développement, mais qu'il doit y avoir une égalité dans ce que le gouvernement fait, et qu'il doit y avoir des développements dans l'intérêt du peuple. « Nous sommes ravis qu'il y ait des développements, mais nous voulons des développements dans l'intérêt des habitants d'Agaléga », dit-il. Selon lui, avant de se lancer dans ces projets, il n'y a eu aucun dialogue entre les autorités et les Agaléens pour que ces derniers soient informés de ce qui se passe sur leur île natale. « Le problème ce n'est pas le gouvernement, mais le manque de dialogue et de considération de la part des autorités », explique-t-il.

Manque de logements et de produits alimentaires

Au niveau du logement, il n'y a pas assez de maisons pour les habitants. Les grandes familles avec plus de 5 personnes doivent partager la maison, ce qui est très difficile étant donné l'espace limité. Les Agaléens ne peuvent pas devenir propriétaires de leur maison ou de leur

Pravind Jugnauth :

« Pas de base militaire à Agaléga »

Lors de son discours durant l'inauguration de la jetée et de la piste d'atterrissage, le Premier ministre Pravind Jugnauth a déclaré qu'il n'y aurait pas de base militaire à Agaléga, et que les infrastructures seraient gérées par l'État mauricien.

terrain, alors qu'ils réclament depuis un certain temps le droit de le faire. « Depi 10 ans ene gouvernement sur place ene lakaz li pas monté...b kot l'interet pour Agaléen la ? », lance Franco Poulay.

Il déplore également un manque de produits alimentaires dans les boutiques. Les produits dont ils ont besoin ne sont pas disponibles. « Nous demandons plus de transparence dans les démarches du gouvernement concernant les problèmes auxquels nous sommes confrontés », déclare-t-il.

Pas de système de santé

Selon notre interlocuteur, il n'y a eu aucune amélioration au niveau de la santé des Agaléens. « Nous ban madam pe bizin encore vin Maurice pour accouche nous ban zenfant. Cette situation persiste alors que le monde connaît de grands développements. C'est triste que les réponses du Premier ministre ne soient pas convaincantes. Il promet des changements au peuple d'Agaléga, mais quand pourra-t-il les effectuer alors qu'il arrive à la fin de son mandat ? », interroge-t-il.



Eshan Juman et Adil Ameer Meea :

« Mettre en place des facilités pour la population »

Les députés de l'opposition de la circonscription no. 3, Eshan Juman du PTR et Adil Ameer Meea du MMM, se sont rendus à Agaléga pour assister à l'inauguration des infrastructures, notamment la piste d'atterrissage et la jetée. Après avoir effectué une visite sur l'île, qui compte 300 habitants, ils ont fait part de leurs observations.

Adil Ameer Meea affirme que les députés de l'opposition du no. 3 veilleront à ce qu'il n'y ait pas de base militaire à Agaléga, suivant l'assurance donnée par le Premier ministre. Il rapporte avoir eu une réunion avec ses mandants pour entendre leurs doléances ainsi que prendre des mesures pour l'avenir, et souligne également le manque d'enseignants au collège MEDCO, affirmant qu'il faut prendre

conscience de ce problème et mettre en place des mesures correctives pour le bien-être des habitants. Il énumère également d'autres problèmes, tels que la santé et le logement. Il estime qu'il n'est pas difficile d'apporter des changements à Agaléga pour une population de seulement 300 habitants.

Le député mauve met également l'accent sur la nécessité de revoir l'« Agaléga Island Council Act » de 2004, afin d'impliquer les habitants d'Agaléga dans les changements apportés à leur vie quotidienne. Tout changement, dit-il, doit être fait de façon progressive afin de ne pas bousculer l'écologie de la région.



Le député Eshan Juman précise, pour sa part, que le Premier ministre a affirmé qu'il n'y a aucune base militaire à Agaléga. « Par conséquent, s'il n'a rien à cacher, pourquoi refuse-t-il de rendre public l'accord signé entre le gouvernement mauricien et le gouvernement indien ?

Les Agaléens doivent savoir sur quelles bases les développements ont été réalisés. Le peuple d'Agaléga est laissé pour compte, tandis que des milliards de roupies sont dépensés dans les infrastructures à Maurice sans aucune considération pour les Agaléens », dit-il. Soulignant l'importance de l'éducation, il estime qu'il est grand temps de revoir les stratégies. En tant que député de la circonscription,

Eshan Juman s'engage à améliorer la vie des Agaléens et appelle également la ministre de l'Éducation à venir sur place pour constater la situation. Il insiste sur l'importance d'un système de santé et de l'encadrement des jeunes et des femmes.

Enjeux sociaux

Sheila Bunwaree : « Il faut une étude pour mieux comprendre ce qui se passe dans notre société »



Sheila Bunwaree, universitaire, sociologue et consultante en gouvernance et développement politique, estime que le salaire minimum est positif, mais insiste cependant sur l'importance de pouvoir contrôler les autres paramètres de l'économie, surtout l'inflation. « Les travailleurs mauriciens et tous ceux au bas de l'échelle souffrent énormément de la montée des prix sur pratiquement tous les articles de base, ce qui est nécessaire pour préserver la dignité humaine. Cette perte de pouvoir d'achat a également pour conséquence la dépréciation

de notre roupie et le fait que le manque de devises étrangères affecte beaucoup ceux qui doivent payer les études de leurs enfants ou qui ont besoin d'importations vitales pour leurs entreprises, pour ne prendre que ces deux exemples. Donc, vous voyez bien que tout est lié », explique-t-elle.

« Certes, les personnes âgées méritent aussi une qualité de vie digne de ce nom. La question qu'on peut se poser est la suivante : est-ce qu'elles jouissent toutes de leur pension de vieillesse ? Combien de mamans pleurent et nous disent que leurs enfants, qui sont malheureusement des victimes de la drogue, leur prennent leurs pensions ? Combien de personnes âgées nous disent qu'elles n'ont personne pour les aider dans les tâches de la vie quotidienne, surtout celles qui sont malades, et qu'elles vivent dans une grande solitude et que cela les peine énormément ? Est-ce là des questions auxquelles on cherche des réponses, et il y a tant d'autres problèmes auxquels les pensionnés font face. Est-ce que les autorités ont mené une étude sur les conditions de vie des personnes

âgées ? Il ne suffit pas d'offrir des augmentations de pension et de croire que tous les problèmes sont réglés. Le bien-être physique et mental des seniors dépend de nombreux autres facteurs. Il y a toute une étude à mettre en place pour mieux comprendre ce qui se passe dans notre société. Les promesses électorales sont parfois vides de sens et nous rappellent l'importance de revoir notre système politique, économique et social complètement », ajoute-t-elle.

Selon Sheila Bunwaree, la question de la réforme électorale ne peut être dissociée du débat sur l'approfondissement de la démocratie. Elle estime que chaque citoyen ou citoyenne doit pouvoir comprendre ce qu'est la réforme électorale et comment cela touche leur participation à la vie politique de la république, et que même si une certaine dose de technicité est parfois inévitable, il faut que les dirigeants politiques s'assurent que tout le monde comprenne les enjeux de toute réforme proposée. « Si on se sert d'une approche techniciste pour essayer de camoufler les intérêts de certains aux dépens des autres, il y a un problème. Trois des plus grands

problèmes de notre système électoral actuel sont :

- (1) La disparité qui existe entre le pourcentage de votes obtenus aux élections et le nombre de sièges reçu par le parti ou l'alliance en question, donc le syndrome du « winner takes it all » qui démontre l'iniquité du système ;
- (2) La question des 'best losers' et comment s'assurer d'une bonne dose de proportionnelle tout en gardant à l'esprit que toute minorité doit être rassurée, et enfin ;
- (3) La sous-représentation féminine car le système de « first past the post » que nous avons, est très 'gender unfriendly' contrairement à la proportionnelle. Ceci dit, il faut bien comprendre qu'une meilleure représentation féminine ne dépend pas seulement d'une réforme électorale mais plutôt de la volonté politique. Donc, comprendre et apprécier tout cela ne se fera jamais si on adopte une approche trop techniciste », conclut-elle.

Éducation

Dharam Fokeer : « Un manque de dialogue entre le ministère et les directeurs d'établissements »

L'éducation, un des piliers de l'économie, a été vivement critiquée au cours de ces dernières années. Dharam Fokeer, ancien recteur de l'Eden College, souligne qu'il y a uniquement eu des changements cosmétiques dans ce secteur. Concernant le passage du 'Certificate of Primary Education' (CPE) au 'Primary School Achievement Certificate' (PSAC), le changement du Standard 1 en Grade 1, et de la Form 1 au Grade 7, il s'interroge sur les résultats en termes d'éducation. « Ces changements ont été perçus comme stressants pour les enfants », dit-il.

Par ailleurs, il trouve aberrant que le critère des cinq crédits soient imposés aux élèves. Selon lui, il faut donner une chance à ceux qui se développent plus tardivement. En effet, il insiste sur le fait que les élèves en difficulté doivent également avoir l'opportunité de se développer et de démontrer leurs compétences.

Les collèges privés ne reçoivent plus de subventions de la part du gouvernement. Dharam Fokeer déplore

le désintérêt de ce dernier, surtout pour les établissements de moins de 150 élèves. « Il y a un manque de dialogue entre le ministère de l'Éducation et les directeurs d'établissements. Il est regrettable de voir une telle situation se produire dans le pays. Au lieu de soutenir ces écoles secondaires privées, nous les condamnons à l'extinction. Il faudrait établir un dialogue plus efficace avec les responsables des collèges pour discuter des problèmes existants », explique-t-il.

Le 'online teaching' : un fiasco total

Dharam Fokeer est d'avis que le 'online teaching' est un échec total car les enseignants ne sont pas suffisamment formés, de même que les élèves ne disposent pas toujours des équipements nécessaires pour accéder à internet et suivre les cours en ligne. Il recommande d'établir un planning plus efficace pour gérer la situation. « Il faut également engager davantage de discussions avec les parties prenantes, les parents et tous ceux impliqués dans le domaine de l'éducation pour décider de la meilleure marche à suivre

et prendre des décisions concrètes », préconise-t-il.

Il estime qu'il est nécessaire de promouvoir le débat sur le plan éducatif. L'ancien recteur explique qu'autrefois, il y avait des débats inter-collèges qui étaient organisés par le ministère de la Jeunesse, ce qui permettait aux jeunes de progresser. « Pour garantir une bonne qualité de l'éducation, il est essentiel de former adéquatement les enseignants et de mettre l'accent sur la discipline à tous les niveaux. Il y a tant de choses à revoir dans le système éducatif pour faire face aux problèmes auxquels les élèves sont confrontés », affirme-t-il.

Manque d'enseignants

Selon Dharam Fokeer, le manque d'enseignants est également un problème majeur auquel les établissements scolaires sont confrontés. « Bien que des recrutements soient toujours en cours au sein de la PSC pour pallier le manque d'enseignants, jusqu'à présent, rien n'a été fait. Il faudra revoir les critères



de recrutement afin de ne pas pénaliser les élèves. Concernant l'exigence du PGCE, il est nécessaire d'apporter des changements, et il faudra examiner cette question en temps voulu pour remédier à ce problème de pénurie d'enseignants dans le pays. En tant qu'ancien directeur d'école, je considère qu'il est inacceptable qu'en 2024 nous rencontrions une telle situation, alors que l'importance de l'éducation est de plus en plus mise en avant », conclut-il.

Attribution des places au MGI

Rajen Valayden dit pouvoir prouver que d'autres élèves ont été favorisés

L'affaire opposant Rajen Valayden au ministère de l'Éducation, au 'Mauritius Examinations Syndicate' (MES) et à la ministre de l'Éducation a été appelée devant la cheffe juge le lundi 26 février dernier. L'avoué Pazany Rangasamy a présenté le contre affidavit de Rajen Valayden, son client. En réponse aux affidavits déposés par les parties adverses, Rajen Valayden maintient que son fils a subi une discrimination flagrante et interpelle la Cour sur le sort de son fils qui est toujours sans collège.

Dans leurs affidavits, le ministère ainsi que le MES expliquent que l'allocation des places dans les collèges a été faite selon les dispositions de l'Education Act de 1957, ainsi que des 'Education Amendment Regulations' de 2015. A noter que le 'Government Notice 227' du 21 Novembre 2015 stipule clairement que l'allocation des places se fait en tenant compte du choix des parents, de leur lieu de résidence, ainsi que des résultats obtenus par l'enfant. Cette loi accorde aussi au ministre de l'Éducation des pouvoirs discrétionnaires lui permettant d'allouer des places, ainsi que de définir la délimitation géographique des zones. Le ministère a aussi fait ressortir que les résultats détaillés ne peuvent être rendus public sans le consentement au préalable

des candidats et de leurs parents. Dans sa réplique, Rajen Valayden affirme être en mesure d'établir sans ambiguïté des cas où d'autres candidats auraient été favorisés.

Le rédacteur-en-chef du journal 'Capital' affirme que du fait que l'affidavit est un document public, il refuse catégoriquement de nommer les enfants car il estime que cela risque de les perturber. Toutefois, il se dit prêt à s'en remettre en toute discrétion aux juges de la Cour suprême, et s'attend à ce que les autorités mises en cause en fassent de même.

Aveu de taille

Autre point soulevé par Rajen Valayden, c'est la déclaration dans l'affidavit du ministère de l'Éducation que le secrétaire général du 'Mahatma Gandhi Institute' (MGI) a communiqué, par voie de correspondance, la disponibilité de quarante-cinq places additionnelles au MGSS Moka. Un aveu de taille, étant donné que cette correspondance est en date du 13 décembre, soit moins de 24 heures après l'attribution de toutes les places disponibles au MGSS Moka.

Selon le député et ancien recteur du 'Rabindranath Tagore Institute' Mahend Gungaparsad lui-même,



« Cette affaire est très louche car il est impossible de prendre en charge 45 étudiants additionnels sans préparatifs adéquats qui nécessitent plusieurs mois de travail et beaucoup

de ressources ». Le responsable du dossier de l'éducation au Parti Travailleiste estime que le cas de Shankaran Valayden démontre qu'il y a des failles dans le système, et interpelle sur le besoin de réformes urgentes. Mahend Gungaparsad affirme aussi qu'il est nécessaire de revoir les pouvoirs discrétionnaires, non seulement du ministre de l'Éducation, mais aussi de tous les ministres afin d'éviter la politisation à outrance de l'État.

Le cas de Shankaran Valayden sera une fois de plus entendu devant la Cheffe juge le lundi 4 mars, où l'on s'attend à une prise de position du ministère de l'Éducation. Une affaire qui ne cesse de prendre de l'ampleur, avec d'autres cas de dénonciation de la mauvaise gestion de notre système éducatif.

D'ailleurs, lundi dernier, plusieurs associations socio-culturelles ont lancé un ultimatum à la ministre de l'Éducation, demandant des actions immédiates face aux multiples doléances qui perdurent, dont l'affaire Shankaran Valayden.

Dengue

Vasantryo Gujadhur : « La propagation de la maladie persiste »

Le nombre de cas de dengue continuerait d'augmenter à Maurice. L'ancien directeur des services de santé, Vasantryo Gujadhur, tire la sonnette d'alarme quant à la gestion de l'épidémie par le ministère de la Santé.

Il souligne que la semaine dernière, le nombre de cas était de 1409, que cette semaine il a augmenté pour atteindre 2200, et que le nombre de cas actifs est passé de 520 à 585 à Maurice. Vasantryo Gujadhur insiste donc sur le fait que la propagation de la maladie persiste, et que la situation demeure préoccupante.

Selon lui, affirmer le contraire pourrait pousser la population à cesser de mettre en place des mesures préventives, ce qui risquerait d'augmenter les chances de propagation rapide de la maladie. Le médecin recommande par conséquent de mettre l'accent sur la détection et la prévention de la prolifération de la dengue dans le pays. Il demande à savoir si les tests sont inclus dans les chiffres fournis quotidiennement, et, comme dans le cas de la Covid-19, insiste sur la nécessité d'une politique de transparence en ce qui concerne le nombre de cas. Enfin, il invite le gouvernement à fournir des informations précises à la population.



Réenregistrement des SIM Cards

Me Pazhany Rangasamy réclame un 'early trial' dans l'intérêt public

En début de semaine, l'affaire du gel du réenregistrement des SIM cards a été appelée en Cour suprême, devant la Chef Juge, Rehana Mungly-Gulbul, en présence de Me Pazhany Rangasamy, Me Rajesh Unnuth et Me Sanjeev Teeluckdharry.

Me Rajesh Unnuth, mettant l'accent sur l'affaire du gel de l'implementation of the regulations' concernant les SIM Cards, déclare : « Je fais un pressant appel au tribunal pour que cette affaire de gel dudit projet soit écoutée dans les plus brefs délais, le temps que la plainte constitutionnelle soit entendue. Il est à noter qu'elle a dû être renvoyée au 2 avril pour cause du mauvais temps le 22 février, date à laquelle toutes les parties étaient convoquées en Cour suprême pour soumettre leur défense. »

Par ailleurs, l'homme de loi souligne qu'il a présenté une motion à cet

effet. « A ce stade, je ne répondrai à aucun counter affidavit. We are going straight away for the hearing because this is a matter which requires celerity and

urgency. Et en urgence parce que ena ene confusion général dans le public », dit l'avocat, qui ajoute que Me Pazhany Rangasamy a soulevé des points de droits sous la Constitution de notre pays. Dans le 'main case', il demande une 'declaratory relief'. « Si le gel de ces régulations n'est pas écouté en temps voulu, it will defeat the purpose. Nous avons confiance en le judiciaire sur le fait que nous aurons un 'early hearing' », souligne Me Rajesh Unnuth.

Pour sa part, Me Sanjeev Teeluckdharry a rappelé que l'affaire a été fixée pour le 11 mars, et trouve regrettable que bon



nombre de défendeurs n'ont pas encore présenté leurs affidavits. « Pe faire requête avec la Cour pour fixer sa « case stay order » plus vite possible », dit l'homme de loi, qui fait état

du règlement pour le réenregistrement des SIM Cards. « Le règlement permet au gouvernement d'obtenir des données avec les opérateurs de téléphonie mobile, soit votre nom, votre photo et votre adresse, entre autres. Pourquoi le gouvernement doit-il obtenir tous ces détails privés et confidentiels ? Est-ce que le gouvernement doit écouter toutes les conversations, voir les messages et 'monitor' tous les emails des personnes, et connaître tous les transferts bancaires, c'est à dire rentrer la vie privée ? », interroge-t-il. Me Sanjeev Teeluckdharry a aussi exhorté les Mauriciens à ne pas réenregistrer leurs SIM cards. « Attendez

le jugement 'stay of execution' dans l'affaire Me Pazhany Rangasamy contre l'État mauricien », demande-t-il.

Pour sa part, Me Pazhany Rangasamy conclut : « A partir du 11 mars, nous sommes disposés à écouter cette affaire en urgence, car elle concerne les droits Constitutionnels des Mauriciens, ainsi leur vie privée. Je constate aussi que des caméras de surveillance ont été installées dans certaines maisons, et qu'une tierce personne pourra y avoir accès à travers vos cartes SIM, pour visionner vos mouvements, y compris dans vos chambres à coucher. J'espère que les défendeurs ne viendront pas avec d'autres excuses le 11 mars pour repousser l'affaire pour une quatrième fois. Le 11 mars étant la veille de l'indépendance, j'ai entière confiance en l'indépendance de la justice concernant ma présente demande de 'stay order' ».

Aneeta Ghoorah : De l'enseignement à la protection des enfants

Elle a été récemment nommée 'Ombudsperson for Children'. Aneeta Ghoorah est originaire de Bon Accueil et réside actuellement à Highlands Rose, Phoenix. Mère de trois enfants, deux filles et un garçon, elle se décrit comme une battante, ayant surmonté une enfance marquée par l'adversité. Malgré ces défis, sa détermination l'a propulsée sur la voie qu'elle s'était fixée.

En 2003, elle a décroché un diplôme en 'International Diploma in Educational Planning and Administration' au 'National Institute of Education Planning and Administration New Delhi'. Elle possède également un 'post graduate certificate in Education', ainsi qu'une licence et une maîtrise en chimie moléculaire de l'université de Marseille, en France. De plus, elle détient un diplôme d'études universitaires de l'île de la Réunion.

Avant d'endosser le rôle d'Ombudsperson for Children, Aneeta Ghoorah a exercé diverses fonctions, de l'enseignement à directrice de l'éducation. Ayant gravi les échelons, elle a acquis une expérience polyvalente dans l'administration, façonnant ainsi la personne qu'elle est aujourd'hui. Son parcours a débuté en tant qu'enseignante de chimie au collège Droopnath Ramphul, où elle a enseigné pendant neuf ans, avant de rejoindre successivement les collèges Sir Leckraz Teelock et Rajcoomar Gujadhur SSS à

Centre de Flacq.

Elle a été nommée 'Deputy Rector' du collège Droopnath Ramphul en 2001, où elle avait précédemment enseigné. En 2003, elle est devenue rectrice du collège Mapou SSS, désormais connu sous le nom de Bikram Lalah SSS, suivi du Port-Louis State College, maintenant connu sous le nom de GMD Atchia SSS. Elle a également été assistante secrétaire générale de la commission nationale de l'UNESCO. Directrice au ministère de l'Éducation d'octobre 2012 à janvier 2024, au MITD House à Pont Fer Phoenix, elle a supervisé le développement de l'éducation primaire et élaboré des directives pour le développement curriculaire.

Aneeta Ghoorah souligne qu'à son époque, les choix de carrière étaient limités, mais elle a toujours nourri une passion pour l'enseignement et un amour pour les enfants. Son nouveau rôle d'Ombudsperson for Children représente pour elle une opportunité d'ajouter de la valeur et de la rigueur à ce qui existe déjà, et de lutter contre les défis auxquels sont confrontés les jeunes d'aujourd'hui.

Elle envisage son mandat comme une période où elle pourra consulter les officiers et les 'stake holders' pour prendre des décisions éclairées, et est déterminée à œuvrer en collaboration avec eux pour élaborer des mesures visant à davantage soutenir les enfants,

car elle est convaincue que « la voix de la jeunesse et des enfants doit être entendue ». « Je suis contente qu'on me fasse confiance pour ce travail », dit-elle.

Aneeta Ghoorah reconnaît les défis qui persistent dans la société et s'engage à travailler sur de nouveaux plans pour trouver un équilibre. Elle évoque également les difficultés rencontrées, notamment lors de la pandémie de COVID-19, alors qu'elle occupait le poste de directrice de l'éducation. Cette période a été un défi de taille, avec la fermeture des établissements scolaires et la transition vers l'enseignement en ligne.

En dehors de ses responsabilités professionnelles, Aneeta Ghoorah apprécie passer du temps en famille, cuisiner pour ses enfants et pratiquer des activités sportives telles que la marche. Son récent voyage en Chine a été une expérience enrichissante, marquée par des échanges stimulants avec les enfants de Hangzhou.

Si elle avait un message à faire passer, ce serait le suivant : « On ne peut pas constamment jeter la pierre à autrui



dans la vie, aussi, il faut devenir plus responsable. La discipline est quelque chose de vraiment important, et il faut en avoir dans tous les domaines, pas seulement dans celui de l'éducation. Certains parents ont démissionné dans leur rôle, ce qui a amené un changement dans la société de nos jours, c'est dommage. »

Aneeta Ghoorah est une battante qui incarne une dévotion sincère envers la cause des enfants et est déterminée à faire une différence en tant qu'Ombudsperson for Children. Sa citation préférée : "The reward for hardwork is more work".

■ Anouskha Bhugalo Santuck

Événement

Arnaque sur les réseaux sociaux : Les entrepreneurs et la police préviennent

Un événement, organisé par des femmes entrepreneures en collaboration avec les policiers postés à la station de Plaine-Verte, s'est tenu au centre B.A.T à Port Louis le lundi 26 février. Il a été mis en place dans le but de sensibiliser la population aux cas d'arnaques via l'application Juice, qui sont en augmentation dans le pays.

Selon le policier Ameer, cette tendance concerne des personnes qui deviennent malheureusement victimes d'actes frauduleux sur les plateformes des réseaux sociaux, que ce soit sur Facebook, TikTok, voire même sur Instagram. Il lance un appel à la vigilance auprès du grand public et demande d'être plus attentif et prudent lors des interactions en ligne. Selon lui, les fraudeurs utilisent souvent des messages privés pour tenter d'extorquer des informations personnelles ou financières. « Il est primordial d'adopter une attitude vigilante envers les messages non sollicités », explique-t-il. Dans certains cas, les arnaqueurs utilisent de fausses cartes d'identité pour faire croire aux personnes qu'ils peuvent les arnaquer. Il prévient également qu'en cas de sollicitation pour



effectuer un paiement avant même d'obtenir un produit, c'est déjà un signe d'arnaque.

« Dans la plupart des cas, ces arnaqueurs se révèlent être des personnes prises dans les fléaux de la drogue. J'invite la population à partager des informations sensibles avec beaucoup de précaution lorsqu'il s'agit d'achats en ligne. Si une proposition paraît extraordinairement avantageuse, elle peut dissimuler des intentions malveillantes. Plus de temps doit être pris pour étudier les modalités avant de procéder à l'achat en ligne en comparant avec d'autres revendeurs », conclut-il.

Si les cas de fraudes persistent, la police demande à la population de porter plainte au poste de police de leur localité.

AFRICAN NIGHT AT MONT CHOISY GOLF CLUB HOUSE

Mont Choisy le Golf Clubhouse is involved in celebrating the different facets of Mauritian culture. After a Divali night last year, its guests were treated to an African Heritage celebration in its pristine premises that house a luxurious restaurant, in the middle of a luxuriant greenery and overlooking a magnificent golf course. The crowd attending the show represented the Mauritian rainbow nation enriched by the presence of some residents of the IRS.

The cool breeze, the lit trees and the moonlight added to the convivial atmosphere enhanced by the African drumbeat and the enticing smell of the meat on the grill.

After the welcome address by Jyoti Jeetun, the group CEO, Jean Claude de l'Estrac spoke briefly about the introduction of the African population, the first builders of our



Island in the late 18 Century.

The program continued with a song and dance group that created an African atmosphere, which was already visible by shirts of Africa design.

The guests thoroughly enjoyed the night as the last of them must have left around 2300 hours.

Kudos to the Mont Choisy Group that enhanced one component of our pluralistic society that is a bit less visible.

■ Dawood Auleear

Making Friday Sermons More Effective



By Bashir Nuckchady

It is obligatory for all Muslims to attend congregational prayers on Fridays in a mosque. Usually, in many mosques, before the Friday prayers, the Imaam delivers the Friday Sermon (Khutbah) in Arabic and in two parts. However, in few mosques, both parts are done in the local Kreol Morisien. Before the Arabic Sermon, in most mosques, certain Imaam addresses the gathering in the local language. Such an efficient and potent vehicle of mass communication is unique to Islam. The words spoken from the pulpit have a considerable impact on the gathering. No idle talk is permissible during the Sermon and thus we have a captive audience listening in full silence. The Friday Sermon basically serves the purpose of fortifying the faith, motivating the gathering to fulfill the obligation of various types of worship, and inculcating the importance of good behaviour and good morals. These three conceptual elements of faith, worship, and morality form the core of Friday Sermon.

The common complaint of many intellectuals is that we are not making the best use of this Sermon which is delivered in the local language. Many writers have frequently expressed their opinion, stating that the Friday sermons by and large leave much to be desired. In many community gatherings and meetings, it is pointed out that the community is not deriving much benefit commensurate with its potential. It is generally perceived that the Friday Sermon is high in decibels but low in content. Most Imaam think that one becomes a good orator by speaking at the top of their voice. Some repeat the words using different synonyms. Most of them deviate from the main topic and drift into unconnected issues, thus losing focus.

Another common observation is that in certain mosques, the Imaam prolongs the Sermon and consequently the Salaat is delayed. Many office-goers and employees thus face many inconveniences, whereas, in others, the time for sermon and Salaat are respected.

It is commonly put forth that the Sermon should be relevant to the times and should deal with current affairs. A topic that is generally left out in Friday Sermons is the subject of the rights of women and the

potential of the youth engagement. Recently, I was happily surprised when an Imaam spoke at length about the rights of women. He said all the right things that women should not be overburdened with work, they should not be subject to injustice, ill-treatment, and that they are entitled to the inheritance rights as allowed for them. But the speaker spoiled his entire message by concluding that the women were created from the left rib of man and hence, like the rib, they are crooked and cannot be straightened at all. He went on to highlight all the negative qualities of women, thus exhibiting a gender bias. Gender disparity is rarely addressed even though many noble ladies during Prophet Muhammad's (saw) time played outstanding roles that have become part of history.

Some speakers rake up School of thoughts differences in the Sermon, which divides the community and causes antagonism between people having different viewpoints about certain religious issues which are peripheral issues and not the core issues of Islam. Similarly, the Speakers should avoid to speak in favour or against a political party or a politician since there are both supporters and opposers of every political party or political leader in the gathering.

The Ummah must be instructed and encouraged on how to be good and responsible citizens of the country and that they should display good manners and conduct. Besides, breakdown of marriages on flimsy grounds, extravagant expenditure in marriages and functions, rising cases of drug addiction among youth, crisis of loss of moral and human values and addiction to mobiles need to be talked about. According to some, socio-economic issues, educational matters, and even political issues that have a huge bearing on the quality of life of Muslims in a democracy should also be discussed so as to guide the

community to the path of welfare and progress.

Al Hassan Al-Basri was asked why some orators could capture the attention of the audience while others couldn't influence them, and he said, "If the words come from the heart they reach for the hearts, but if they come from the tongue, they only manage to reach the ears."

When I broached this subject of improving the quality of Friday Sermons with a reputed Islamic Scholar, he told me that many people enter the mosque after the Friday Sermon is delivered and leave the mosque immediately after the Salaah is over, without even sitting for the Duaas. In this scenario, how is it possible to reach out to them? A majority of those who hear the Sermon, forget what they heard once they step out of the mosque. A handful of those who remember what they heard, fail to adopt the same in their lives.

Some intellectuals have made this a routine to blame the Imaams and Ulemas for every ill and every problem faced by the community. The Islamic Scholars are specialists in religious matters, and they speak on the subject known to them. The educational and financial background of few Imaams/Ulema and their exposure to the socio-political dynamics of the society has also to be reckoned with and it is a tall order to expect a high level of discourse from them on current affairs. Asking them to speak on political issues could backfire since they are sensitive issues and have many ramifications.

There are many forums to discuss socio-economic, educational, and political issues. Seminars, workshops, and meetings are arranged by many organizations and NGOs where all such matters are taken up. We get to know about Islam, the Quran, and the Ahadith from the Friday Sermons and talks. A vast majority of Muslims do not read books on religion. Whatever

information they receive on religious matters and religious issues is from the Friday Sermons and other talks. Where else will they hear about the event of Mehraj, the splitting of the moon, true stories about earlier prophets, and about the life of our Prophet (saw)? Every year a Muslim hears around forty-two Friday Sermons, and he benefits from the religious discourses. Some of the Friday Sermons may appear very ordinary and repetitive to older people, but there are always youngsters who will be hearing the same for the first time in their lives. Many intellectuals recommend that the Imaams should read a Sermon previously prepared by a learned person. Delivering a Friday Sermon by reading from a book of Sermons is not a good option since it does not generate much interest among the listeners and sounds very academic. There will be no emotional connection between the speaker and the audience.

The way forward could be to persuade the gathering to attend Jummah earlier or to remain in the mosque for some time after the Friday Sunnah prayers are over. Intellectuals, activists, educationists, NGO's, and officers could then speak for about fifteen minutes on current burning issues and guide the audience to the right path in worldly matters. The Friday Sermon and the prayers could be re-scheduled to start fifteen minutes earlier so that there is no further extension of time and no inconvenience caused to the Friday gathering.

Training programs could be arranged for the Preachers by senior Ulemas to impart important tips for delivering a more effective and purposeful Friday Sermon, which can go a long way in streamlining the content and rectifying the shortcomings, if any.



Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Palestine

Mars 2024 : 100 ans d'humiliation, de déshonneur et de trahison

Louanges à Allah (SWT) et Salutations au Prophète Muhammad (SAW). « *C'est Lui qui a envoyé Son Messenger avec la bonne direction et le deen de la vérité, afin qu'elle triomphe sur toute religion, quelque répulsion qu'en aient les mushrikoun (idolâtres)* ». Surah At Tawbah (9) verset 33

Aurions-nous pu imaginer qu'un jour, nos enfants fouilleraient dans les décombres pour chercher ce qui ressemble à de la nourriture pour apaiser leur faim? Aurions-nous pu imaginer qu'un jour, nos enfants mangeraient du foin ou du pain fait avec de la paille pour succomber ensuite à l'indigestion? Aurions-nous pu imaginer qu'un jour, nos sœurs subiraient les pires agressions sexuelles et autres, et ce, de façon répétitive, dans les prisons israéliennes? Aurions-nous pu imaginer qu'un jour, nos frères subiraient la pire des humiliations, être obligés de parader dénudés dans les rues de Gaza et subir les plus atroces persécutions?

Et tout ceci, alors que les chefs d'États musulmans regardent ailleurs, les uns occupés à inaugurer des temples, les autres à ouvrir des bars ou construire l'ancre de Shaïtaan pour y héberger tous les vices du monde, et ce, sur le sol qui dégage encore l'odeur de la sueur du Prophète Muhammad (SAW).

Ce 3 mars 2024 marque les 100 ans que la Ummah a vécu sans le khilafah, le système qui permet au Musulman, soumis à la volonté d'Allah, d'assumer avec conviction son rôle de vice-gérant sur terre, rôle que lui a été confié par nul autre que le Créateur:

« *Et (rappelle) lorsque Ton Seigneur dit aux anges : 'Certes Je vais établir sur la terre un Khalifa générations après générations.* » Surah Baqarah (2) verset 30

Depuis le 3 mars 1924, la Ummah a vécu 100 ans d'humiliation, de déshonneur et de trahison. Cela fera un siècle depuis que la Ummah a perdu ce bouclier derrière lequel elle se protégeait et duquel elle combattait. Triste anniversaire pour une Ummah qui a façonné l'ordre mondial 13 siècles durant.

Retour dans l'histoire

Le 3 mars 1924, un certain Mustapha Kemal, traître de son état, déclarait la nullification de l'État islamique (Al

Khilafah) après avoir affirmé qu'il avait été forcé de faire une déclaration en ce sens en France, en échange du retrait des troupes alliées d'Istanbul et afin de déclarer l'indépendance de la Turquie.

La nullification du Khilafah permettait aux pays Musulmans de tomber sous la colonisation par l'ennemi et d'être envahis par des concepts étrangers



à l'Islam. Les colons français et britanniques, suite à l'accord Sykes-Picot, installaient à la tête de ces nouveaux États leurs vassaux.

Il faut reconnaître que la guerre de Gaza a permis une nouvelle réflexion sur la pertinence du Khilafah, de la nécessaire prévalence de l'idéologie islamique sur les autres idéologies.

La plus grande leçon que nous pouvons tirer de cette guerre est la consolidation du concept de la Ummah et la conviction qu'il existe un bouclier capable de la protéger, le Khilafah.

Nous avons aussi vécu l'infiltration, chez nous, de concepts kufr, étrangers à l'Islam, tels que la laïcité, le nationalisme, la démocratie, qui ont donné le signal à la contamination de nos esprits, à la dilution du message coranique, à l'infection de la Ummah.

N'ayant pas vécu aux temps des Khilafah, n'ayant pas vécu l'État islamique en place, n'ayant pas vu non plus la législation d'Allah prévaloir, il nous est difficile de comprendre, voire de saisir ce système dans son amplitude. Notre mentalité de colonisés aidant, nous nous en sommes distancés, voire nourris des doutes à

son sujet. Les atrocités commises par les sionistes contre une partie de la Ummah devraient nous faire réfléchir sur notre apparente faiblesse.

Nous l'avons vu, au verset 33 de la surah Tawbah, susmentionnée, Allah (SWT) a confié la guidée et l'idéologie au Prophète Muhammad (SAW) afin que celle-ci prévale sur les autres idéologies.

duquel ils combattent. »

Il convient aussi d'évoquer le principe de la Shari'ah selon lequel ce qui est nécessaire pour accomplir un devoir (wajib) est un devoir en lui-même (wajib).

A partir des paroles d'Allah (SWT) et celles du Prophète Muhammad (SAW) ainsi que le consensus des Sahabah, l'on peut affirmer que l'établissement du khilafah est une obligation.

Il existe, bien entendu, de nombreuses questions quant à la méthode et aux moyens de la mise en application du système. Il est cependant clair que la Ummah ne pourra compter sur ceux qui ont soutenu l'accord Sykes-Picot ou les despotes et autres dictateurs des pays musulmans qui ont adhéré aux Accords d'Abraham, et accordé leur allégeance aux forces islamophobes. La Ummah ne pourra pas non plus compter sur les savants, cireurs de bottes et qui se comportent plus comme les magiciens de Pharaon, pour trouver un consensus sur cette question.

Le principe fondamental qui devait dicter toute initiative en vue de dégager un consensus pour rétablir le Khilafah doit reposer sur les paroles d'Allah (SWT) :

« *Ainsi Nous avons fait de vous une Ummah équilibrée pour que vous soyez témoins pour l'humanité, et que le Messenger (SAW) soit témoin pour vous.* » Surah Al Baqarah (2) : verset 143

Nous avons le devoir d'assumer notre responsabilité en tant que témoins pour l'humanité. Il nous faut provoquer une prise de conscience générale au sein de la Ummah, sur les moyens pour mettre en application le décret d'Allah (SWT) en vue de rétablir l'honneur de la Ummah, et lui restituer sa place en tant que leaders pour l'humanité.

« *Ô vous qui croyez ! Répondez à Allah et au Messenger lorsqu'il vous appelle à ce qui vous donne la (vraie) vie, et sachez qu'Allah s'interpose entre l'homme et son cœur et que c'est vers Lui que vous serez rassemblés.* » Surah Al Anfal (8), verset 24

■ Par Mosadeq Sahebodin

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Coup de massue pour Paul Pogba: le milieu français de la Juventus Turin, contrôlé positif à la testostérone en août 2023, a été suspendu quatre ans pour dopage jeudi, une lourde sanction qui compromet sérieusement la suite de sa carrière.

Le champion du monde 2018 refoulera-t-il un jour un terrain de football chez les professionnels? La question se pose après la sentence prononcée par le tribunal antidopage italien, fidèle aux réquisitions du parquet, en application de la peine maximale prévue par le Code mondial antidopage.

«Nous avons reçu la notification du tribunal ce matin», a indiqué à l'AFP une source au sein de la Juventus, disant «prendre acte» de la décision du tribunal. Contacté par l'AFP, le tribunal antidopage italien n'a pour le moment pas donné suite.

Pogba a dans la foulée annoncé son intention de faire appel auprès du Tribunal arbitral du sport, affirmant sur Instagram n'avoir «jamais pris sciemment ou délibérément des suppléments qui violeraient les réglementations antidopage.» Mais à bientôt 31 ans - il les aura le 15 mars -, il n'est pas certain que le joueur, encore sous contrat avec la Juventus Turin jusqu'en juin 2026 et qui traverse depuis plusieurs mois une période très compliquée, émaillée de blessures et d'affaires extra-sportives, puisse se remettre d'une telle avanée.

Pogba, une lourde suspension aux allures de fin de carrière



Suspendu provisoirement depuis le 11 septembre 2023 à la suite d'un contrôle positif en août dernier après un match entre l'Udinese et la Juve en Championnat d'Italie, auquel il n'avait pas participé, l'international tricolore (91 sélections, 11 buts) avait demandé une contre-expertise qui a confirmé moins d'un mois plus tard la présence de métabolites de testostérone. Pour expliquer ce contrôle antidopage positif, l'entourage de «La Pioche» avait fait savoir que les métabolites de testostérone proviendraient d'un complément alimentaire prescrit par un médecin que le joueur a consulté aux Etats-Unis. La testostérone, hormone de la fertilité et de la sexualité masculine,

favorise le développement musculaire.

Cette suspension a des allures de cauchemar sans fin pour Pogba, qui ne peut déjà plus s'entraîner avec la Juventus depuis l'annonce de son contrôle positif et a vu son salaire, estimé à 8 millions d'euros par an, bloqué par le club où il est revenu en juillet 2022 après six saisons à Manchester United. Elle risque surtout d'être fatale à l'un des meilleurs joueurs français de ces dix dernières années, pilier des Bleus et véritable talisman de Didier Deschamps. Grand artisan du titre mondial décroché en Russie en 2018, le natif de Lagny-sur-Marne a été l'une des grandes stars du football mondial avant de voir sa cote décliner après une litanie de malheurs

sur et en dehors des stades.

La saison dernière, Pogba n'a ainsi fait que dix apparitions sous le maillot de la Juve, en raison notamment d'une blessure au ménisque du genou droit. Contraint à l'opération, il a dû, la mort dans l'âme, déclarer forfait pour le Mondial-2022 avec l'équipe de France dont il n'a plus porté le maillot depuis le 29 mars 2022.

«Le foot perd un joueur extraordinaire», avait alors déploré l'entraîneur de la Juve Massimiliano Allegri.

Mais c'est loin des pelouses que le joueur d'origine guinéenne a vécu le pire. Il a été séquestré en mars 2022 pendant trois heures par trois amis d'enfance et deux vieilles

connaissances du quartier où les Pogba ont grandi à Roissy-en-Brie, près de Paris, qui voulaient lui soutirer 13 millions d'euros en faisant intervenir deux hommes cagoulés et armés de fusils.

Dans cette affaire de tentative d'extorsion en bande organisée est notamment impliqué l'un de ses frères, tandis que sa mère, sa femme ou encore son agente ont été la cible de menaces. Mi-septembre, à Paris, Pogba a été confronté pendant cinq heures à cinq de ses proches mis en examen, soupçonnés d'avoir joué un rôle dans sa séquestration.

Source: fr.besoccer.com



Mbappé n'a pas évoqué son avenir avec Emmanuel Macron

Le président de la République Emmanuel Macron affirme qu'il n'a pas invité Kylian Mbappé à dîner à l'Élysée mardi pour le convaincre de rester à Paris.

Le président de la République Emmanuel Macron a déclaré jeudi que l'avenir de Kylian Mbappé n'avait pas été évoqué lors du dîner à l'Élysée mardi auquel le footballeur était invité.

«Si c'était un dîner pour tenter de le retenir? Non pas du tout. Il n'y a pas eu

de discussion là dessus et je laisse aux dirigeants du club le soin de faire ça», a indiqué Macron ce jeudi en marge de l'inauguration du village olympique pour Paris 2024 en Seine-Saint-Denis.

Il a ensuite expliqué qu'il trouvait «normal» que le capitaine de l'équipe de France soit présent à ce dîner en l'honneur de Tamin bin Hamad Al-Thani (émir du Qatar et également propriétaire du PSG), car «c'est un grand champion qui a contribué à animer la finale de l'équipe de

France qui s'est tenue au Qatar» et aussi parce que c'est un joueur important du Paris SG.

Rappelons que le contrat du joueur de 25 ans se termine à la fin de la saison avec l'actuel leader de la Ligue 1 et qu'un transfert au Real Madrid est le scénario le plus probable, bien qu'il n'ait (prétendument) pas encore signé avec les Merengues.

Source: fr.besoccer.com

Entre Nike et le Barça, les relations sont au point mort

Joan Laporta, président du FC Barcelone, s'est exprimé il y a quelques semaines sur la possibilité de rompre le contrat avec l'équipementier Nike et de créer sa propre marque.

Le partenariat de 25 ans entre le FC Barcelone et l'équipementier Nike pourrait prendre fin. Selon Sport, les Blaugrana auraient déjà pris leur décision. Bien qu'ils aient récemment renouvelé leur contrat avec Nike jusqu'en 2028, ce qui rapportera au Barça environ 85 millions d'euros par saison, le président du club, Joan Laporta, estime que le montant payé est trop faible.

Puma a déjà officialisé une offre d'environ 155 millions d'euros, mais il

y a quelques semaines, dans une interview à la radio RAC1, Laporta a évoqué la possibilité que le club catalan ait sa propre marque à partir de la saison prochaine, ce qui se ferait par l'intermédiaire de BLM, qui fabrique et distribue déjà tous les vêtements non sportifs du club, et par le biais d'un partenariat avec une grande multinationale qui serait responsable de la fabrication et de la distribution des maillots.

L'intention du géant espagnol est de procéder à une résiliation à l'amiable,



mais si aucun accord n'est trouvé, les Barcelonais pourraient se retrouver dans une situation difficile, Nike engageant une action en justice pour rupture de contrat.

Source: fr.besoccer.com

Le Bayern pense à Martín Demichelis pour remplacer Thomas Tuchel

Le Bayern envisage de faire appel à Martin Demichelis pour remplacer Thomas Tuchel la saison prochaine, selon Sport1. Le contrat de l'entraîneur argentin avec River Plate expire en 2025.

À la fin de la saison, Thomas Tuchel quittera officiellement le banc du Bayern Munich. Selon Sport1, la direction du club allemand explore déjà plusieurs pistes dont celle menant à Martín Demichelis.

Le contrat de l'entraîneur argentin avec River Plate expire en décembre 2025. Mais il pourrait bien partir avant pour diriger l'équipe première du Bayern, après avoir déjà entraîné l'équipe de réserve (2021-2022) et celle des moins de 19 ans (2019-2021). Martín Demichelis, avant de rejoindre le Málaga CF, a joué pour le Bayern Munich entre 2003 et 2010. Il est donc bien connu du public de l'Allianz Arena. Sur le banc de River Plate, qu'il a rejoint en 2022 pour succéder à Marcelo Gallardo, il fait un bon travail avec 34 victoires, 9 nuls et 12 défaites. Il a notamment remporté le Championnat d'Argentine pour sa première saison.

Source: fr.besoccer.com



Cristiano Ronaldo a été suspendu pour un match pour avoir «provoqué» les supporters de l'équipe adverse en effectuant un geste obscène lors d'un match du championnat saoudien, a annoncé le Comité de discipline et d'éthique de la fédération saoudienne de football.

Après la victoire 3-2 dimanche de son club d'Al-Nassr contre Al-Shabab, l'attaquant portugais s'était tourné vers les supporters adverses, qui avaient scandé le nom de Lionel Messi tout au long de la rencontre, puis il leur avait tendu l'oreille et avait effectué un mouvement obscène avec sa main droite, poussant les dirigeants d'Al-Shabab à déposer une plainte. «Ronaldo a violé l'article (57-1) du règlement de discipline et d'éthique et a été suspendu pour un match parmi tous les matches officiels auxquels il a le droit de participer», a indiqué le Comité de discipline et d'éthique dans un communiqué publié mercredi soir. Cet article sanctionne toute «provocation» du public durant un match. Le joueur s'est également vu



Ronaldo suspendu pour un match pour avoir "provoqué" des supporters

infliger une amende de 10.000 riyals saoudiens (environ 2.400 euros) et le versement de 20.000 riyals (4.800 euros) à Al-Shabab pour couvrir les coûts de la procédure.

Cette décision ne peut pas faire l'objet d'un appel.

Le geste du quintuple ballon d'or a fait couler beaucoup d'encre dans

le royaume conservateur du Golfe, où il a été qualifié de choquant par certains commentateurs. Ronaldo avait déjà fait parler de lui le 9 février, après la défaite d'Al-Nassr contre Al-Hilal, lorsqu'il avait glissé un maillot lancé par les supporters adverses dans son short, avant de le relancer dans les tribunes.

Source: fr.besoccer.com

Javier Tebas veut que Greenwood reste en Espagne

Javier Tebas, président de la Liga, souhaite que Mason Greenwood reste en Espagne. L'international anglais est prêté un an par Manchester United à Getafe.

Mason Greenwood a rejoint Getafe en prêt le dernier jour de la fenêtre de transfert d'été après que Manchester United l'ait blacklisté suite à la conclusion d'une enquête interne du club. Il faisait l'objet de cette enquête depuis février 2023, date à laquelle le Crown Prosecution Service (CPS) britannique a abandonné

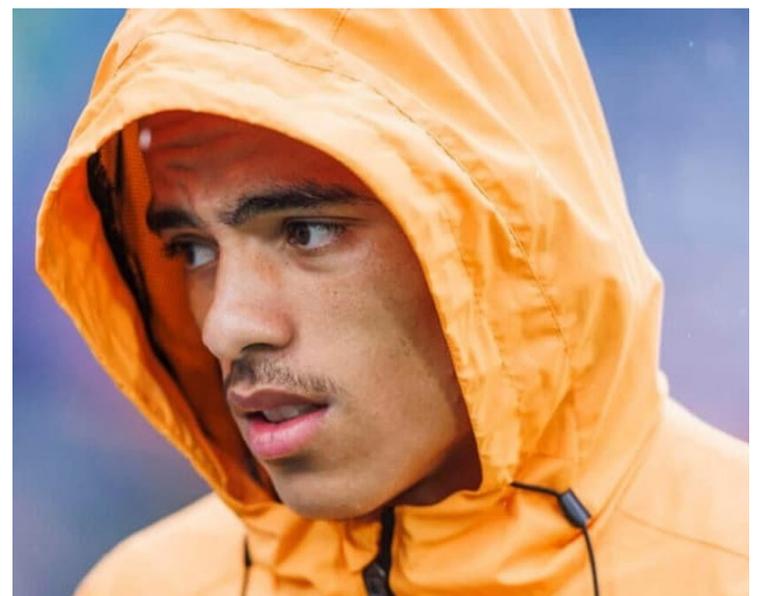
les poursuites engagées contre lui pour tentative de viol, agression et contrôle coercitif. Greenwood a nié toutes les infractions présumées.

Le joueur de 22 ans a disputé 25 matches toutes compétitions confondues avec le club espagnol, pour sept buts et cinq passes décisives. Getafe aimerait garder Greenwood - de façon définitive ou sous forme d'un nouveau prêt - tandis que le FC Barcelone est l'un des nombreux clubs à surveiller de près ses

performances.

Javier Tebas, président de la Liga, souhaite voir l'attaquant anglais rester en Espagne la saison prochaine. «Il se débrouille très bien à Getafe et j'espère qu'il continuera à avoir du succès et à rester dans le football espagnol parce que c'est toujours bon pour nous», a-t-il déclaré lors de la deuxième journée du Financial Times Business of Football Summit, qui se déroule actuellement à Londres.

Source: fr.besoccer.com



Tuttosport affirme que Chelsea et Manchester United sont très intéressés par Simone Inzaghi, dont le contrat avec l'Inter Milan expire à l'été 2025. Liverpool et le FC Barcelone sont également attentifs.

Simone Inzaghi est le principal artisan du retour de l'Inter Milan parmi les équipes les plus redoutées d'Italie et d'Europe. Bien que le Scudetto lui ait échappé la saison passée, il est sur la bonne voie pour le remporter cette année. Et son travail sur le banc des Nerazzurri ne passe logiquement pas inaperçu en Europe où plusieurs clubs se sont déjà renseignés sur ses conditions. Simone Inzaghi a évolué depuis son passage à la Lazio vers un style de jeu offensif et séduisant qui porte ses fruits avec l'Inter Milan, actuel leader de la Serie A avec neuf points d'avance sur la Juventus, deuxième.

Selon les informations de 'Tuttosport', Chelsea et Manchester United sont les équipes les plus intéressées par le coach transalpin. Les deux géants anglais seraient

Simone Inzaghi intéresse plusieurs géants européens



même prêts à presque doubler le salaire d'Inzaghi, qui passerait de 5,5 millions d'euros à 9 millions par saison. Cette même source précise que le FC Barcelone et Liverpool, dont les entraîneurs s'en vont en fin de saison, sont également attentifs à la situation du technicien de 47 ans. À noter toutefois que Simone Inzaghi a renouvelé son contrat avec l'Inter jusqu'à l'été 2025. En principe, il ne devrait donc pas être facile pour ses prétendants de le recruter cet été.

Source: fr.besoccer.com

DES MESSAGES PRÉSUMÉS DE CHRISTIAN HORNER DIVULGUÉS APRÈS L'ENQUÊTE

La controverse autour de l'enquête visant le directeur de Red Bull Racing, Christian Horner, a pris une tournure nouvelle ce jeudi. Ce qui était censé être une preuve clé du dossier a été divulgué auprès de membres du paddock F1.

Vingt-quatre heures après l'annonce comme quoi Christian Horner était blanchi des accusations formulées par une de ses employées, deux comptes e-mail anonymes ont envoyé un dossier contenant des documents prétendument liés à l'affaire. Les e-mails, qui comportent un lien vers un fichier Google Drive rassemblant les documents, indiquent : «Suite à la récente enquête et aux déclarations de Red Bull, vous serez intéressés par les documents ci-joint». Ce message a été envoyé à plus d'une centaine de personnes, parmi lesquelles des personnalités haut placées de la Formule 1 et de la FIA, ainsi que les directeurs d'équipe en poste et les médias accrédités pour l'année. Jos Verstappen, père de Max Verstappen, figurait parmi les destinataires.

Red Bull n'a pas confirmé si les documents sont réels ou s'ils ont été falsifiés.

Bien que l'authenticité des documents ne soit pas claire, la manière dont le dossier a été



largement distribué pour avoir un impact maximal fait comprendre qu'il y a des individus désireux de discréditer Christian Horner malgré le fait qu'il ait été innocenté. Alors que l'enquête visant le Britannique a été déclenchée par la plainte d'une employée, le fait qu'elle ait été rendue publique laisse penser qu'elle a été utilisée par certaines personnes comme une manœuvre servant des luttes de pouvoir. Une divergence de points de vue entre les propriétaires thaïlandais de Red Bull, majoritaires, et l'entreprise autrichienne de boissons énergisantes, a été évoquée mais n'a pas été publiquement confirmée. L'envoi des e-mails anonymes, 24 heures seulement après la fin de l'enquête et alors que les F1 étaient en piste, apparaît comme une tentative

de discréditer Christian Horner.

«Je ne commenterai pas les spéculations anonymes», a réagi Christian Horner. «Mais je répète que j'ai toujours nié ces accusations. J'ai respecté l'intégrité de l'enquête indépendante et j'ai pleinement coopéré à chaque étape. Il s'agissait d'une enquête approfondie et équitable, menée par un avocat spécialisé, qui a abouti au rejet de la plainte déposée. Je reste pleinement concentré sur le début de saison.»

Plus tôt dans la journée, des écuries concurrentes ont demandé à la Formule 1 et à la FIA de s'emparer du dossier pour garantir une plus grande transparence quant à la manière dont Red Bull a traité à l'affaire.

«J'ai lu ce communiqué. Je pense, d'après ce que j'ai vu, qu'il y a encore beaucoup de rumeurs, de spéculations et de questions», a déclaré Zak Brown, PDG de McLaren. «Je pense que le législateur a une responsabilité et une autorité envers notre sport, envers nos fans, et envers nous tous en Formule 1. Je pense qu'ils doivent s'assurer que les choses ont été totalement transparentes.»

Source: fr.motorsport.com

HAMILTON "CHOQUÉ" DE VOIR LES MERCEDES AUX AVANT-POSTES EN EL2

Lewis Hamilton a signé le meilleur temps de la première journée du Grand Prix de Bahreïn, un «choc» pour lui même s'il s'attend à voir Red Bull et Max Verstappen dominateurs une fois la course lancée.

Lewis Hamilton a signé la référence des Essais Libres 2 du Grand Prix de Bahreïn, en devançant son équipier George Russell et devançant la concurrence, emmenée par l'Aston Martin de Fernando Alonso, à quasiment trois dixièmes. Le ton, chez Mercedes, est toutefois à la prudence après ces chronos toujours difficiles à lire, d'autant plus lors de la première journée d'une saison longue de 24 épreuves ; Red Bull demeure selon l'écurie toujours la structure à battre, notamment en rythme de course.

Pour autant, le septuple Champion du monde, interviewé à la sortie du cockpit d'une W15 que ses pilotes et ses ingénieurs affirment encore découvrir, a reconnu que voir Mercedes aux deux premiers rangs était «un choc». Voici ses propos complets.



D'après les feuilles de temps, la journée a été très positive. Avez-vous ressenti la même chose au volant ?

Oui, ça a été un vendredi fou [un jeudi en réalité, puisque la course est ce samedi, ndlr]. J'étais en retard ce matin. Les EL1 ont été surprenants, il y avait beaucoup, beaucoup de vent ce matin. C'était donc une séance très difficile, pour tout le monde je pense. La piste était tellement différente par rapport aux essais de la semaine dernière, mais oui, sinon, les sensations étaient bonnes, mais nous ne savions pas vraiment où nous en étions avec le pneu C2. Et puis dans cette séance, nous avons fait quelques améliorations sur la voiture. Je ne comprends pas, c'est un choc de nous voir là où nous sommes, mais on prend. Toutefois il ne faut pas s'emballer, il faut rester concentré, continuer à travailler sur les réglages. Et essayer d'en extraire plus. Je pense que le rythme sur les longs relais est loin d'égaliser celui des Red Bull, par exemple, donc nous avons encore du travail à faire à ce niveau.

Vous vous sentez plus à l'aise ?

Je suis beaucoup plus heureux avec la voiture cette année, ma position de conduite est enfin plus reculée, je sens mieux la voiture à l'approche des virages. Mais il y a d'autres aspects qui ont été corrigés et améliorés. Et pour une fois, elle donne l'impression d'être une [voiture de] course, ce qui n'était pas le cas des deux dernières monoplaces. C'est donc une très bonne plateforme sur laquelle nous pouvons travailler. Nous devons juste rester concentrés et continuer à nous battre.

Source: fr.motorsport.com

Premier League

Man. City vs Man. Utd

Le Derby de Manchester de retour avec une vengeance

La tension est palpable alors que ces deux géants de Manchester s'affrontent dans une bataille pour la suprématie !

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à l'Etihad Stadium (Manchester) sera donné le dimanche 3 mars 2024 à 19h30. Avant la rencontre, Manchester City est classé à la 2ème place du Championnat d'Angleterre et Manchester United à la 6ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 168 fois depuis 1906, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Manchester City le dimanche 29 octobre 2023 (Championnat d'Angleterre - 10e journée : 3-0).

Suite à sa victoire 2-6 en Coupe d'Angleterre face à Luton Town, Manchester City espère sortir à nouveau vainqueur lors de cette rencontre.

Lors du match précédent, Manchester City affichait un taux de possession de balle de 57% et 17 tentatives de tir au but dont 15 cadrés. Du côté de Manchester City, les joueurs ayant réussi à envoyer le ballon au fond des filets sont Erling Haaland (3', 18', 40', 55', 58') et Mateo Kovačić (72'). Leur adversaire, Luton Town, a eu 14 tentatives de tir au but dont 7 cadrés. Jordan Clark (45', 52') a marqué pour Luton Town.

Manchester City n'a pas arrêté d'inscrire des buts, ayant mis la balle au fond des filets lors de cent pour cent de ses 6 derniers affrontements. L'équipe a réussi à cumuler 14 buts au cours de cette période tout en en ayant concédé 4. Avant d'aborder ce rendez-vous, Manchester City n'a essuyé aucune défaite lors de ses 24 matchs précédents de championnat à domicile. Une superbe série.

Manchester United se prépare à jouer ce face-à-face suite à sa victoire contre Nottingham Forest sur le score de 0-1 en Coupe d'Angleterre au cours de sa dernière confrontation. Lors de la rencontre précédente, Manchester United affichait un taux

de possession de balle de 61% et 20 tentatives de tir au but dont 7 cadrés. Casemiro (89') a été le seul à inscrire un but pour Manchester United. Dans le camp adverse, Nottingham Forest, a eu 16 tirs au but dont 5 cadrés.

Démontrant leur prédisposition aux duels animés, les deux camps ont mis la balle au fond des filets à 25 reprises lors des 6 confrontations antérieures dans lesquelles Manchester United a envoyé ses joueurs sur la pelouse, marquant une moyenne de 4.17 buts par match. Parmi tous ces buts, les camps adverses en ont marqué 9. Évidemment, cette règle ne va peut-être pas s'appliquer lors de ce match.

En analysant les résultats précédents, on se rend compte que Manchester United:

n'a pas gagné face à Manchester City lors des 2 affrontements précédents de championnat en extérieur.

n'a pas enregistré la moindre défaite au cours de ses 3 derniers matchs de

championnat à l'extérieur.

Si on jette un oeil à leurs rencontres passées, en remontant jusqu'au 06/11/2021, on se rend compte que Manchester City a gagné 5 fois lors de ces matchs, Manchester United a enregistré 1 succès et le nombre de nuls s'élevait à 0. Énormément de buts ont été marqués durant ces matchs avec 25 sur l'ensemble des confrontations, ce qui représente une moyenne de 4.17 buts par rencontre.

En championnat, le dernier duel qui opposait ces deux équipes a eu lieu lors de la 10ème journée de Premier League le 29/10/2023. Les deux équipes se sont quittées sur le score de Manchester United 0-3 Manchester City. Ce jour-là, Manchester United affichait un taux de possession de balle de 39% et 7 tirs au but avec 3 cadrés. Du côté de l'équipe adverse, Manchester City affichait 21 tirs au but avec 10 cadrés.

Erling Haaland (26', 49') et Phil Foden (80') ont inscrit des buts.

Étant donné que son noyau de joueurs est presque au complet, Pep Guardiola, l'entraîneur de Manchester City, n'a juste

qu'un petit problème auquel il doit faire face en ce qui concerne la condition physique de son équipe. Josko Gvardiol sera absent pour ce match. Hormis ce dernier, il peut déployer le reste de son effectif.

Pour ce match, il est fort possible que Manchester City favorise un schéma tactique en 3-2-4-1 et débute la rencontre avec Ederson, John Stones, Ruben Dias, Nathan Aké, Rodri, Manuel Akanji, Bernardo Silva, Matheus Nunes, Mateo Kovacic, Phil Foden et Erling Haaland.

L'entraîneur de Manchester United, Erik ten Hag, doit faire face à un grand nombre d'absences. Tyrell Malacia, Mason Mount, Anthony Martial, Rasmus Højlund et Lisandro Martínez resteront sur le banc.

Il est fort possible que Manchester United favorise un dispositif en 4-2-3-1 et fasse monter Andre Onana, Diogo Dalot, Raphael Varane, Harry Maguire, Victor Lindelof, Kobbie Mainoo, Casemiro, Alejandro Garnacho, Bruno Fernandes, Omari Forson et Marcus Rashford.

